



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté préfectoral DRE n°2016-86, du 28 juin 2016, mettant en demeure la Régie Autonome des Transports Parisiens de respecter les conditions 4.2 et 5.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif à l'exploitation des stations-services classées sous le régime de la déclaration sous la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées et l'article 35 du règlement (CE) n°1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances, pour ses installations situées 3, avenue de la Division Leclerc, à Fontenay-aux-Roses

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et L.511-1,
- Vu** le règlement (CE) n°1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques,
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
- Vu** le décret du 7 novembre 2013 portant nomination de Monsieur Yann JOUNOT, en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),
- Vu** le décret du 25 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté MCI n° 2016-21 du 31 mars 2016 portant délégation de signature à Monsieur Thierry BONNIER, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** le courrier du 20 février 2015 informant le responsable des activités du centre de dépôt et de maintenance de bus situé à Fontenay-aux-Roses, 3, avenue de la Division Leclerc, du classement actuel de ses activités sous les rubriques 1435-3 et 2930-1-b de la nomenclature des installations classées, sous le régime de la déclaration,
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 20 mai 2016, transmis à l'exploitant par courrier du 24 mai 2016, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, invitant l'exploitant à présenter s'il le souhaite des observations dans un délai de quinze jours,
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;
- Considérant** que lors de la visite en date du 21 avril 2016, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la présence sur chaque îlot de distribution de carburant d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore et que l'installation ne dispose pas d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique,
- l'exploitant ne donne pas accès à ses employés à l'ensemble des informations relatives à l'aérosol BLANC MEIJE, que la fiche synthétique de ce produit comporte des omissions sur les mentions de danger et la protection de la peau et du corps et que les indications sont erronées s'agissant des mesures à prendre en cas de contact avec les yeux,

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des conditions 4.2 et 5.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi qu'à l'article 35 du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques,

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Régie Autonome des Transports Parisiens de respecter ces obligations, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

Article 1^{er} :

La Régie Autonome des Transports Parisiens, dont le siège social est situé 54, quai de la Rapée, à Paris, représentée par Monsieur LERAY, en charge des installations classées, est mise en demeure de respecter les dispositions des conditions 4.2 et 5.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que celles de l'article 35 du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, pour ses installations situées à Fontenay-aux-Roses, 3, avenue de la Division Leclerc.

Article 2 :

Afin de respecter l'article 1^{er} de l'arrêté, le responsable des installations devra :

- justifier la présence sur chaque îlot de distribution de carburant d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore (condition 4.2 de l'arrêté du 15 avril 2010),
- mettre en place un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique (condition 5.10 de l'arrêté du 15 avril 2010),
- donner accès aux employés sur le site aux informations fournies par la Fiche de Données de Sécurité de l'aérosol BLANC MEIJE (article 35 du Règlement (CE) n°1907/2006).

Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1^{er} et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il

pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Délais et voies de recours

Recours contentieux :

En application de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie - Grande Arche - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Article 4

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Fontenay-aux-Roses et pourra y être consultée.

Une copie du présent arrêté devra être affichée :

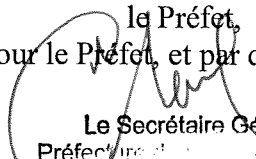
- à la Mairie de Fontenay-aux-Roses, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Article 5

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de Fontenay-aux-Roses, Monsieur le Chef de l'Unité territoriale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 28 JUIN 2016

le Préfet,
pour le Préfet, et par délégation,

Le Secrétaire Général
Préfecture des Hauts-de-Seine
Le Secrétaire Général
Préfecture des Hauts-de-Seine

Thierry BONNIER

